



Résolution de la

Conférence nationale FO des DREAL et DDT(M) des 21 et 22 octobre 2015

La Conférence nationale de la Fédération FORCE OUVRIÈRE de l'Équipement, de l'Environnement, des Transports et des Services (FEETS-FO) composée des délégués des syndicats nationaux et des cartels des DREAL et des DDT(M) s'est réunie à Paris les 21 et 22 octobre 2015.

Les délégués dénoncent la duplicité des pouvoirs publics qui développent un dangereux autoritarisme social au travers de pratiques méprisant leurs agents, leurs organisations représentatives et, plus généralement, les instances consultatives.

De l'invention d'un 49-3 social (passage en force du PPCR⁽¹⁾), rejeté par un désaccord majoritaire, à la criminalisation de l'action syndicale (à AIR FRANCE), l'exécutif ajoute la brutalité des démantèlements du Service public à la violence des plans sociaux des entreprises.

Sa politique austéraitaire heurte de plein fouet les services des ministères de l'écologie et du logement plongés dans le cœur de la tempête ultra-libérale.

La Conférence nationale dénonce les formes de cette marche forcée amplifiée :

- depuis l'adoption, en 2012, du Pacte budgétaire européen, la MAP⁽²⁾ ayant démultiplié les suppressions d'emplois et les abandons de missions – tant d'ingénierie que de contrôle –, au point d'étouffer la commande publique et, par voie de conséquences, de réduire également l'emploi privé,
- après la promulgation de la loi NOTRÉ⁽³⁾, c'est la « Déforme territoriale », avec la création de méga-régions et la métropolisation qui servent de prétexte pour continuer à affaiblir les échelons régional et départemental ainsi que la désertification des services publics en zones rurales et dans les banlieues,
- après la prise en main directe par le Premier ministre de la restructuration des services des ministères, c'est en dehors de tout cadre institutionnel que s'exerce un monologue antisocial.

(1) **P**arcours **P**rofessionnels **C**arrières **R**émunérations

(2) **M**odernisation de l'**A**ction **P**ublique

(3) loi portant **N**ouvelle **O**rganisation **T**erritoriale de la **R**épublique

Après les accords de Bercy (que FO n'a pas signés), c'est à l'intégration des syndicats que le Président de la République a déclaré lui-même, lundi dernier 19 octobre 2015 au Palais d'Iéna, vouloir désormais s'atteler.

La Conférence nationale conteste le caractère liberticide de cette orientation qui ne vise qu'à restreindre la liberté syndicale en favorisant des interlocuteurs privilégiés et un syndicalisme d'accompagnement.

Pour Force Ouvrière l'indépendance est plus que jamais nécessaire !

Liberté de revendiquer :

La Conférence nationale exige qu'un terme soit mis à la loi du silence imposée par le Premier ministre et à l'opacité savamment entretenue par des « Préfets défigurateurs ».

De véritables concertations doivent s'engager dans un cadre formel et respectueux, c'est-à-dire transparent et en dehors de toute précipitation.

Liberté de négocier :

La Conférence nationale exige que cessent les coups tordus orchestrés entre les différents niveaux de l'exécutif (Premier ministre/Fonction publique/MEDDE-MLETR).

Les évolutions des services et des organisations du travail induites par les restructurations doivent faire l'objet de négociations loyales, c'est-à-dire respectueuses de chaque étape (décret/arrêtés/règlements intérieurs) et de chaque niveau (Fonction publique/département ministériel/service).

Liberté d'agir :

S'il est, enfin, une liberté à laquelle les délégués réunis à la Conférence nationale veulent ici traduire leur farouche attachement, c'est non seulement celle de ne pas signer de mauvais accords, mais d'exprimer leurs désaccords et de contester, dans le respect des institutions de la République, tout projet néfaste pour les personnels.

Aux pouvoirs publics de montrer l'exemple en respectant les instances !

C'est pourquoi la Conférence nationale met en garde le gouvernement contre les actes désespérés auxquels peuvent conduire ses diktats.

Elle appelle la cgt-FORCE OUVRIÈRE à continuer, d'abord et avant tout :

- **à soutenir ceux qui, trop souvent, sont tentés de retourner la violence contre eux-mêmes,**
- **à rejeter les pratiques qui ne visent qu'à trahir les intérêts de ses mandants.**

Condamnant les baisses d'effectifs, les restructurations en cascade et les décisions dictées uniquement par des luttes de pouvoir et les coupes budgétaires, **la Conférence nationale dénonce** les éléments de déstabilisation des services et des missions, ainsi que les germes d'une ultra-modularité des services de l'État.

Elle constate que la réforme territoriale est également un cheval de Troie visant à casser la gestion nationale des corps, à enfermer les agents dans des cases inter-ministérielles locales et à précariser les parcours professionnels et les rémunérations.

Elle s'oppose à tout décroisement budgétaire opéré à l'échelle individuelle, et à toute nouvelle tentative de détricotage des compétences des DREAL et des DDT(M) vers les préfectures ou de mutualisation des missions supports au niveau départemental et régional !

A cet égard, **elle met en garde** les pouvoirs publics sur les dangers que porterait un décroisement budgétaire individuel (missions liées aux SIDSIC⁽⁴⁾, à la DSCT⁽⁵⁾,...) en DDI :

- pour l'exercice de missions stratégiques pour l'État,
 - pour la pérennité des compétences nécessaires,
 - pour la cohérence et la robustesse de l'organisation dans les services,
- et remettrait une nouvelle fois en cause les droits des personnels.

Se félicitant de l'opiniâtreté de la FEETS-FO, après avoir obtenu la détente du calendrier de préfiguration des DREAL,

elle soutient la FEETS-FO dans la poursuite de la mobilisation :

- pour obtenir que la conduite du processus de préfiguration/prépositionnement s'effectue dans un cadre national ministériel,
- pour sauvegarder l'essentiel en matière d'organisation des services, de garantie des droits du personnel au delà d'un simple accompagnement de façade sous le couvert d'un dialogue social alibi ou de marketing,
- pour le maintien des principes mêmes de gestion nationale de leurs carrières.

Elle mandate la FEETS-FO pour participer à la construction du nécessaire rapport de forces le plus puissant pour l'opposer à cette politique d'austérité suicidaire socialement, économiquement et démocratiquement.

Fait à Paris, le 22 octobre 2015

(4) **S**ervice **I**nterministériel **D**épartemental des **S**ystèmes d'**I**nformation et de **C**ommunication

(5) **D**irection de la **S**écurité et de la **C**irculation **R**outières